



African Union



United Nations



European Union



DECLARATION CONJOINTE SUR LA RDC (UA, NU, UE, OIF)

Déclaration conjointe de l'Union africaine, des Nations unies, de l'Union européenne et de l'Organisation internationale de la Francophonie sur la République démocratique du Congo

Addis Ababa, New York, Bruxelles et Paris, le 16 février 2017: L'Union africaine (UA), les Nations unies, l'Union européenne (UE) et l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF) sont de plus en plus préoccupées par l'impasse persistante dans le dialogue entre les parties prenantes politiques en République démocratique du Congo (RDC) sur les modalités de mise en œuvre de l'Accord politique du 31 décembre.

Les quatre organisations partenaires notent que six semaines après avoir convenu des modalités de gestion de la période de transition devant conduire à la tenue d'élections paisibles et crédibles en décembre 2017, les parties n'ont toujours pas conclu les discussions sur la mise en œuvre effective de cet Accord. Cette situation porte en elle le risque de saper la volonté politique qui a permis la signature de l'Accord du 31 décembre.

Dans ce contexte, les quatre organisations partenaires appellent toutes les parties prenantes, y compris la Majorité présidentielle et l'Opposition, à redoubler, de bonne foi, les efforts qui sont les leurs aux fins de parachever promptement les pourparlers en cours.

Les quatre organisations partenaires soulignent la nécessité pour toutes les parties de se mobiliser en appui aux efforts de médiation menés par la Conférence épiscopale nationale du Congo (CENCO), et rappellent que la mise en œuvre intégrale et rapide de l'Accord est essentiel à la préservation de la légitimité des institutions de transition jusqu'à la tenue des élections.